

Nations Unies
Bureau du Conseiller Spécial pour l’Afrique (en anglais OSAA)

Aide-mémoire

**Conférence internationale sur le DDR et la Stabilité en Afrique
Kinshasa, République Démocratique du Congo – 12-14 Juin 2007**

Contexte

Au cours de ces dernières années, de nombreux Etats africains sont sortis d’une situation de conflit et ont entrepris des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) de leurs combattants. Le succès de tels processus a, depuis longtemps déjà, été reconnu comme un facteur essentiel de prévention de la résurgence des conflits et de création des conditions d’émergence d’une paix et d’un développement durable. Pourtant, il est largement établi que les pratiques actuelles en matière de DDR sont souvent loin de remplir leurs objectifs, comme en atteste le nombre d’Etats qui sont retournés dans la violence. En réalité, près de la moitié des Etats en situation de post-conflit n’ont pas tenu plus de cinq ans avant d’y replonger¹.

Vu l’importance de cet enjeu pour la paix et le développement du continent africain, OSAA a organisé une Conférence internationale sur le DDR et la stabilité en Afrique centrale, qui s’est déroulée du 21 au 23 juin 2005, à Freetown, au Sierra Leone. Cet événement a rassemblé plus d’une centaine de participants, notamment des délégués en provenance de quinze Etats africains et des représentants de nombreux bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Les participants africains réunissaient quant à eux une large gamme d’acteurs impliqués dans le DDR : représentants du gouvernement, anciens membres et membres actuels des Commissions nationales de DDR, praticiens et experts, militaires, représentants des communautés d’accueil des éléments réintégrés, des associations de femmes et de la Société civile.

L’une des conclusions de la conférence recommandait de développer un réseau des praticiens africains de DDR, et de renforcer la capacité des acteurs africains en la matière par la mise en place d’un processus régulier et durable d’évaluation du DDR, qui favoriserait le partage d’expériences pratiques des pays africains entre eux et avec leurs partenaires internationaux. A cet effet, il avait notamment été recommandé que des examens du DDR se déroulent au moins tous les deux ans, raison pour laquelle OSAA, en collaboration avec les Gouvernements de Belgique et de Suède, propose à présent d’organiser une seconde conférence sur la même thématique, et qui se déroulerait en République démocratique du Congo du 12 au 14 juin 2007. Cette conférence se construirait sur base des résultats obtenus à Freetown, et se concentrerait sur les processus d’initiative africaine qui permettent une formulation effective des politiques et une mise en œuvre des stratégies au sein des programmes de DDR africains.

¹Paul Collier, *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, (World Bank: Washington D.C., 2003) Page 7.

Objet de la conférence

La conférence de Freetown a permis aux voix africaines de se faire entendre sur les questions de DDR et de stabilité. La conférence de Kinshasa poursuivra le même objectif de facilitation du dialogue, particulièrement entre acteurs africains, en vue d'identifier les bonnes pratiques et les leçons apprises. A cet effet, une vingtaine de pays seront invités, représentatifs de toutes les sous-régions du continent africain, de même que plusieurs experts internationaux reconnus. Le signal politique donné par la tenue d'un tel événement à Kinshasa permettra d'attirer l'attention sur un nouveau gouvernement, celui-ci aura en effet été fraîchement élu suite aux élections législatives et présidentielles de juillet 2006. La conférence a donc une ambition panafricaine, et entend encourager et faciliter le partage d'expériences et de visions à travers tout le continent. En même temps, elle se concentrera également plus particulièrement sur le DDR dans la région des Grands Lacs.

Objectifs de la conférence

L'objectif général de la conférence de Kinshasa est d'améliorer l'efficacité des programmes de DDR en Afrique par la promotion de la paix et du développement après un conflit. A cet égard, il convient de concevoir la gouvernance comme un prérequis pour la paix et la stabilité en Afrique. Dans ce cadre, la conférence entend également atteindre les objectifs suivants :

1. Renforcer les capacités des acteurs et experts africains en matière de DDR en mettant à leur disposition un forum de partage de leurs expériences respectives. Cet objectif spécifique découle des recommandations de la conférence de Freetown, qui visait à encourager la création d'un réseau des acteurs africains permettant à la fois une intégration régionale des efforts en matière de DDR, et le partage d'expériences visant à améliorer les programmes de DDR à travers le continent. La conférence de Kinshasa entend développer, renforcer et élargir ce réseau.
2. Favoriser le dialogue africain sur des questions spécifiques d'importance particulière, afin d'améliorer la compréhension mutuelle et de développer des recommandations. Les questions spécifiques qui seront abordées par la conférence de Kinshasa comprendront :
 - a. **Les combattants sur sol étranger** (COFS – *combatants on foreign soil*), qui constituent un obstacle majeur à la paix et à la sécurité en Afrique, en particulier dans les environnements de sortie de crise. En effet, dans la mesure où de nombreux conflits africains intègrent une dimension régionale, le problème des combattants sur sol étranger se rencontre dans presque tous les conflits actuellement en cours sur le continent. Cette affirmation se vérifie particulièrement dans la Région des Grands lacs, où les conflits concernent notamment des combattants originaires du Soudan, du Tchad, de la RDC, de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi. Outre le fait que les programmes de DDR doivent réduire les risques de déstabilisation des pays voisins liés à la présence de ces combattants, il

convient par ailleurs d'être attentif aux manipulations des programmes de DDR par ces acteurs. Ceux-ci les ont, en effet, souvent utilisés non dans l'optique prévue mais pour multiplier leurs intérêts en sélectionnant les programmes offrant les bénéfices les plus attractifs.

- b. **Le DDR et la Justice Transitionnelle** : ces deux éléments ont généralement tendance à se développer de manière relativement autonome, voire isolée. Une telle situation est regrettable, dans le sens où non seulement elle gâche de réelles opportunités de coordination, mais elle menace également le succès de la mise en œuvre du DDR, et les perspectives de réintégration et de réconciliation à long terme. A titre d'exemple, les efforts entrepris par des institutions telles que la Cour pénale internationale pour poursuivre les leaders rebelles pour crimes de guerre peuvent parfois dissuader les factions combattantes d'entrer dans un processus de DDR. Une meilleure coordination s'avère dès lors nécessaire entre les acteurs extérieurs et locaux, afin d'éviter toute contradiction entre les objectifs de paix et de justice. Par ailleurs, les programmes de DDR cherchent souvent à réintégrer d'anciens combattants au sein de communautés qui ont été victimes d'exactions de la part de ceux-ci pendant la période de conflit. L'intégration des anciens combattants dans ces communautés requiert souvent un processus de justice transitionnelle qui permet aux deux parties de dépasser leur relation conflictuelle.
- c. **Enfants et femmes associés aux forces et groupes armés (EAFGA)**: Les missions de maintien de la paix dans les pays africains en sortie de conflit ne peuvent pas faire l'impasse sur les questions très spécifiques posées par les anciens combattants de sexe féminin, les enfants soldats et les autres enfants associés aux dynamiques de conflit. Les programmes de DDR doivent être restructurés de façon à pouvoir intégrer une telle approche. Cela a déjà été le cas dans quelques programmes récents, mais ceux-ci n'ont pas été à même de répondre aux problèmes liés au genre, les jeunes femmes et filles associées aux groupes armés étant souvent, intentionnellement ou non, exclues de ces programmes. De plus, même les programmes de DDR qui ciblent spécifiquement les enfants ne sont souvent perçus que comme des greffons à un processus de DDR plus large, ce qui est en soi problématique. Les objectifs des programmes ciblant les enfants peuvent en effet différencier largement de ceux de programmes plus généraux, et ils requièrent par ailleurs un plus grand degré de flexibilité. De même, il est de plus en plus reconnu comme indispensable de prendre en considération les besoins spécifiques des anciens combattants de sexe féminin, mais cette attention accrue n'a débouché que de manière très irrégulière sur des résultats satisfaisants. Il n'existe pas encore à ce jour de vision commune sur la manière de répondre aux besoins spécifiques des EAFGA, ou des femmes adultes, dans les programmes de DDR tels qu'ils sont actuellement conçus.

- d. **Le lien entre SSR et DDR** : en pratique, la prise en considération des questions de SSR n'intervient qu'après la conclusion des programmes de DDR. Cependant, ce séquençage a déjà prouvé ses limites. L'exploration des relations étroites existant entre programmes de DDR et de SSR apporte en effet un bénéfice mutuel au développement respectif des deux processus, ce qui se vérifie plus particulièrement encore en Afrique. Les considérations du SSR sont essentielles à la planification et à la mise en œuvre de la démobilisation et de la réinsertion des anciens combattants. L'un des enjeux est en effet la transformation du rôle des anciens combattants dans une optique constructive et favorable à la situation sécuritaire d'une société en sortie de conflit, par des moyens tels que leur absorption dans les rangs de l'armée et de la police, tout en maintenant une supervision effective du gouvernement pour permettre la stabilité politique et le développement de la société. Une instauration correcte du secteur de la sécurité est un prérequis indispensable à la création d'un environnement favorable à l'investissement et au commerce international, ainsi qu'à la croissance économique qui conduira à la création d'emplois et à l'instauration d'un système économique fiable.
3. Formuler des recommandations sur les bonnes pratiques et stratégies à intégrer dans les programmes de DDR en Afrique, et plus particulièrement dans les problématiques mentionnées ci-dessus.
 4. Attirer plus spécialement l'attention des acteurs africains et internationaux sur l'importance d'améliorer le contexte général politique, social et économique des pays en sortie de conflit, dans un cadre général de reconstruction de la paix. Le renforcement des programmes de réinstallation et de réhabilitation, des systèmes de justice et de sécurité, de la création d'emplois et d'autres secteurs sont autant de facteurs s'inscrivant dans la continuité des programmes de DDR, prévenant ainsi le retour dans le conflit. Bien qu'ils ne s'insèrent pas dans les programmes de DDR en tant que tels, ils n'en constituent pas moins des enjeux transversaux qui influencent considérablement le succès du DDR, et appellent de ce fait une coordination renforcée entre les différents acteurs impliqués au niveau national, régional et international.

Résultats attendus

Les résultats attendus de la conférence de Kinshasa comprennent les éléments suivants :

- Renforcement du réseau, particulièrement entre acteurs africains, et établissement de bases solides pour son développement ;
- Développement et enrichissement mutuel des connaissances et de l'expérience en matière de conception et de mise en œuvre du DDR en Afrique, renforcement des capacités africaines en matière de DDR et de programmes visant à atteindre une paix durable et le développement après une situation de conflit ;

- Affinement de la compréhension des besoins des acteurs et décideurs politiques africains par leurs partenaires internationaux en matière de paix et de coopération, y compris les bailleurs de fonds et les institutions du système des Nations Unies ;
- Recommandations pratiques destinées aux décideurs politiques et aux acteurs en charge de la conception des programmes afin de leur permettre d'améliorer la formulation et l'orientation des politiques liées au DDR.

Proposition de programme

12 Juin 2007

9:00 – 9:30

Cérémonie d'ouverture

- Commentaires introductifs des participants de haut niveau

9:45 – 10:45

Session Plénière 1

- Présentation d'un Aperçu sur les programmes de DDR et les pratiques courantes en Afrique et des leçons à tirer par diverses organisations

11:00 – 16:00

Session Plénière 2

- Présentations et discussion par certains pays de leurs expériences
- Pause déjeuner (12:30 – 14:00)

16:15 – 17:30

Session Plénière 3

- Présentation et Discussion Panel sur le "Partenariat Public-Privé dans les processus de Réintégration"

18:30 – 20:00

Réception (à confirmer)

- Réception offerte par le Gouvernement de la RDC

13 Juin 2007

9:00 – 10:30

Session Plénière 4

- Echanges de perspectives et d'expériences sur le DDR par les représentants de pays sélectionnés.

10:30 – 12:30

Groupes de travail

- Sessions de travail parallèles sur:
 1. Le lien entre SSR et DDR
 2. Enfants et femmes associés aux forces et groupes armés (EAFGA)
 3. le DDR et la Justice Transitionnelle
 4. Les Combattants sur sol étranger

14:30 – 18:00

Groupes de travail (suite)

- Discussion sur les questions liées aux expériences des pays.
- Formulation des Conclusions

18:30 – 20:00

Réception (à confirmer)

- Réception

14 Juin 2007

Session Plénière 5

9:30 – 12:00

- Présentation et échanges de point de vue sur les conclusions des sessions de groupe

15:00 – 16:30

Session de Clôture

- Formulation de recommandations pratiques pour les politiques et concepteurs de programme pour améliorer la formulation de politiques de DDR et l'orientation des programmes.

16:30

Conférence de Presse

- Conférence de presse

18:30 – 20:00

Réception (à confirmer)

- Réception offerte par le Gouvernement de la RDC

Préparation de la conférence

Des groupes de travail seront constitués à New York et à Kinshasa, et se réuniront toutes les deux semaines ou selon les nécessités du moment. Elles comprendront des membres des agences et départements pertinents du système des Nations Unies ainsi que des représentants des gouvernements belge et congolais. De plus, des réunions se tiendront par vidéoconférence avec le programme MDRP de la Banque mondiale². Ces dernières intégreront les acteurs africains dès le début du processus de préparation et jusqu'à la tenue de la conférence, et constitueront ainsi un précieux forum d'échange des visions africaines en la matière. OSAA se chargera également, en recourant à des experts extérieurs, de préparer un document général de présentation de la conférence, de même que quatre documents devant servir de base aux sessions parallèles sur les problématiques spécifiques : combattants sur sol étranger, DDR et justice transitionnelle, enfants et femmes associés aux forces et groupes armés et lien entre SSR et DDR.

Participants

La liste provisoire des participants attendus inclut les représentants des Etats africains suivants :

Afrique du Sud, Angola, Burundi, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mozambique, Namibie, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, et Zimbabwe.

Plusieurs participants par pays seront invités à la conférence. La composition des délégations nationales devrait être aussi diversifiée que possible et refléter une participation effective des représentants du gouvernement (y compris les décideurs

² Le Programme Multi-pays de Démobilisation et Réintégration (MDRP) mène divers programmes de DDR en Afrique centrale pour un budget total d'environ 400 millions USD.

politiques), des représentants des Commissions nationales de DDR, des praticiens et bénéficiaires du DDR, des membres de la société civile, des ONG, du secteur privé ou du monde académique. Seront également invités les organisations pertinentes du système des Nations Unies, l'Union africaine, et divers experts internationaux.

Contacts: Pour plus d'information, merci de contacter :
Mme Mieke Ikegame
Coordinatrice de la conférence
Bureau du Secrétaire Général Adjoint et Conseiller Spécial pour l'Afrique
Bureau S-760D
Organisation des Nations Unies
New York, N.Y. 10017
Tél. : +1 212 963 1937; Fax: +1 212 963 3892
Courriel : ikegame@un.org